

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2020)
Heft: 2282

Artikel: Covid-19 : le rêve du monde d'après et le dur réveil. Partie 2, Manque de masques et médicaments : la délocalisation en question
Autor: Ghelfi, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024081>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

les transports publics. De telles expériences existent déjà en Valais et dans les Grisons. Toutefois, elles ne doivent plus être réservées aux régions rurales, mais s'appliquer également dans les petits centres urbains.

Aussi, toujours dans l'idée de coordonner les moyens de locomotion, les entreprises de transport doivent-elles sérieusement améliorer l'efficacité de leur gestion et faire preuve de souplesse pour adapter rapidement leur offre à la demande de la clientèle de loisirs. Pour les déplacements en milieu urbain, une plus grande fluidité du trafic des bus via des couloirs qui leur sont réservés, une réduction du nombre de places de stationnement pour les voitures et une augmentation des espaces réservés aux vélos sont attendus.

Ueli Stückelberger ne mise pas sur une baisse des tarifs pour augmenter l'attractivité des transports publics. Ces

derniers coûtaient 17,6 milliards de francs en 2016, dont une moitié était payée par les utilisateurs et l'autre par la Confédération, les cantons et les communes. Cette répartition n'est pas, selon lui, à remettre en cause. En outre, l'offre de billets dégriffés ne semble pas apporter les résultats escomptés. Le spécialiste émet également des doutes sur l'intérêt du *mobility pricing*. Payer plus ou moins selon les heures et destinations ne constitue pas une solution pour les transports publics qui doivent répondre aux besoins de leur clientèle et non orienter le comportement de la population en matière de mobilité.

Un plan d'action fédéral en faveur des transports publics

Les propositions du directeur de l'UTP sont-elles réalistes? Sont-elles pertinentes pour influencer le transfert d'un

usage de la voiture vers les transports publics?

Elles bénéficieront certainement d'une meilleure écoute dans le nouveau parlement fédéral dont la composition semble plus favorable aux transports publics. Plusieurs interventions vont dans ce sens, notamment la demande d'élaboration d'un [plan d'action](#) pour augmenter la part des transports en commun dans le trafic global que le Conseil fédéral a accepté.

Il reste maintenant à attendre de nouvelles propositions en espérant qu'elles dépassent les déclarations d'intention et les considérations générales, à l'image de la [stratégie](#) 2009 de la Confédération vers une mobilité de loisirs durables. Aussi nécessaires qu'elles soient, ces mesures ne seront pas suffisantes. Elles doivent être accompagnées d'une prise de conscience des effets pervers pour le climat de notre mobilité de loisir insouciant.

Manque de masques et médicaments: la délocalisation en question

Covid-19: le rêve du monde d'après et le dur réveil (2/2)

Jean-Pierre Ghelfi - 16 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36405>

La pandémie du Covid-19 nous rend témoins de manques en masques et blouses de protection pour les soignants, voire pour la population en

général. Nous déplorons aussi des pénuries de médicaments pour assurer des traitements sur plusieurs semaines. Nous découvrons à cette occasion

qu'ils proviennent dans leur très grande majorité d'Inde et de Chine. Emoi!

Comment avons-nous pu laisser

des productions aussi essentielles être délocalisées? De toute urgence, il convient de les rapatrier. Comment faire cela - indépendamment des délais nécessaires?

Pourquoi les industries pharmaco-chimiques ont-elles confié ces productions à des pays lointains qui détiennent maintenant un quasi-monopole? La raison n'en serait-elle pas que la fabrication de ces médicaments «anciens» ne présente plus un grand intérêt financier, alors que celle de nouveaux principes actifs est beaucoup plus rentable? Peut-on croire sérieusement que ces mêmes industries relocaliseront ce qu'elles ont laissé partir et, ce faisant, renonceront à une part de leurs profits, souvent faramineux? Peut-on imaginer que ces chaînes de production mondialisées puissent être vraiment remises en cause face à la pression exercée par ailleurs pour produire des médicaments génériques, moins coûteux, donc moins rentables?

Des évolutions marginales sont certes envisageables. Mais quelle entreprise voudra se consacrer durablement à la fabrication de masques de protection, dont la valeur ajoutée est très faible? Vu sous cet angle, la mondialisation tient fermement le cap et la barre.

Parle-t-on de nationaliser?

Dans ce débat, [Le Temps](#) propose une réflexion

aussi surprenante qu'inattendue. Ce sont les gouvernements qui portent la responsabilité de cette pandémie parce qu'ils n'ont pas su ou pas voulu anticiper: «*Avec nos connaissances sur les coronavirus, [...] il aurait été tout à fait possible de trouver un composé efficace pour soigner les patients et constituer des stocks.*» On ne saurait en revanche adresser un tel reproche aux industries pharmaceutiques car «*le développement d'un médicament coûte cher*».

A voir les efforts considérables consentis partout dans le monde pour analyser le virus et lui trouver des paradés, les connaissances acquises antérieurement apparaissent plutôt lacunaires!

Quant au développement d'un nouveau médicament, il coûte toujours cher et, que l'on sache, les sociétés pharmaceutiques ne sont généralement preneuses que s'il y a des marchés à fort pouvoir d'achat pour les écouler. Le quotidien romand aurait voulu lancer un appel à la nationalisation de ces industries qu'il n'aurait pas davantage déconcerté son lectorat.

L'urgence du moment

Le confinement imposé par le virus bloque les personnes et aussi les activités économiques. Le laisser-faire habituel du libéralisme n'a plus sa place. Même ses plus chauds partisans ne le revendiquent

plus. Bien au contraire, ils soutiennent l'intervention massive de l'Etat.

Mais posons crûment la question. Quel est le but de ces dizaines de milliards de francs (en Suisse) et de ces centaines de milliards ou milliers de milliards (ailleurs)? Remplir un caddie (ou plusieurs) pour les ménages les plus modestes. Garantir un salaire plus ou moins complet à celles et ceux qui ont été mis au chômage forcé. Aider les petites entreprises qui ont dû fermer boutique à survivre quelque temps. Fournir un appoint à des firmes que l'interruption des échanges commerciaux met sur le fil du rasoir.

Ne crachons pas dans la soupe: ces mesures sont nécessaires et justifiées par l'urgence du moment. Mais si tout cela est consenti plus ou moins de la même manière dans beaucoup de pays, c'est bien dans l'idée que la pandémie ne doit être qu'une parenthèse, et que demain tout redeviendra comme hier.

Tous ces milliards peuvent faire croire que la montagne est immense et que tout un chacun peut se servir largement. Illusion. Ils permettront à beaucoup, mais pas à toutes et tous, de tenir quelques mois, guère davantage. Et après? Même si les affaires reprennent progressivement, qui nous dit que les ménages vont se remettre à consommer comme auparavant. Il se pourrait bien que le coup qu'ils viennent de prendre au moral et au porte-

monnaie les incite à la prudence. Plutôt épargner que dépenser. Disposer de quelques réserves au moins jusqu'à ce que le calme soit revenu.

Pour les entreprises, le problème est analogue. Remettre en place les chaînes d'approvisionnement qui ont été interrompues prendra du temps. Il faudra s'assurer que les acheteurs ont toujours les moyens d'honorer leurs commandes. Chercher peut-être aussi d'autres clients et fournisseurs. Les Etats se sont regardés en chiens de faïence. Ils ont érigé des barrières à la circulation des personnes et des marchandises. Ces barrières ne tomberont pas aussi vite qu'elles ont été dressées. Il est certain que le PIB chutera, ce qui signifie que

chaque pays dans son ensemble, personnes et entreprises, disposera d'un revenu diminué.

De nouvelles majorités?

Sans vouloir jouer les oiseaux de mauvais augure, on ne peut s'empêcher de penser au jour d'après. Tous les pays auront creusé leurs dettes dans des proportions qu'on n'avait plus vues depuis la deuxième guerre mondiale. Est-ce incongru ou déplacé de penser que, chez nous comme chez nos voisins, des partis politiques raisonnables, qui ne pensent qu'au bien du pays et de ses habitants, voudront compenser les «largesses» actuelles? Ils ne manqueront certainement pas de nous dire qu'il est temps de réapprendre à économiser, à dépenser moins.

Imaginer qu'il serait possible de demander un effort aux contribuables les plus à l'aise n'entrera probablement pas en ligne de compte. Dans le long train des économies, il est vraisemblable que certains wagons porteront des inscriptions se rapportant à la lutte pour la protection de l'environnement ou aux dépenses sociales de toute nature. Seuls y échapperont, du moins dans un premier temps, les systèmes de santé.

C'est pour le coup, alors, que nous pourrions dire que demain ressemblera effectivement comme un petit frère ou une petite sœur à hier. C'est ce qui nous attend à moins que de nouvelles majorités populaires ne parviennent à se faire entendre. Le rêve n'est peut-être pas encore terminé.

Des lectures pour penser la pandémie

Covid-19, que retenir de la grippe de 1918 et que dire des prédictions formulées il y a dix ans?

Michel Béguelin - 18 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36427>

Prévoir, c'est se donner les moyens de gouverner. A commencer par soi-même. Mais au printemps 2020, pour qui demeure attentif à s'informer, il est rigoureusement impossible de prévoir quoi que ce soit au-delà de trois jours. Quand, en plus, ce quidam est propulsé au sommet des personnes à risques, il lui reste le détachement philosophique plus ou moins souriant, pour montrer l'exemple, et quelques

souvenirs livresques, éventuellement utiles en cette période d'incertitudes généralisées.

La somme sur la grippe espagnole intitulée [La grande tueuse](#) de Laura Spinney montre que l'efficacité des masques a largement été démontrée en Chine et aux alentours comme première barrière individuelle de distance avec l'extérieur.

Cartes et chiffres officiels à l'appui, l'auteure souligne qu'en Europe, le taux de mortalité dû à la grippe avait atteint 3% de la population, contre «seulement» 1,4% en Chine. Cette moyenne nationale tient compte du taux estimé à au moins 30% dans le Shaanxi, région de départ de la pandémie - en quelque sorte le Hubei de l'époque.

Un siècle et des poussières